

# Lutte de classe

## Les instituts de sondages dans leurs oeuvres.

Vendredi 29 septembre 2006, une dépêche de Reuters titrait « *Chômage : 74% des personnes pour des aides à la mobilité* ». Question : y aurait-il autant de travailleurs voués à la mobilité en France ? Est-ce un aveu ou s'agit-il là d'une prise de position partisane ?

Selon le dernier sondage publié par l'institut LH2 sur le chômage, 74% des personnes interrogées estimeraient qu'une aide financière inciterait les chômeurs à plus de mobilité géographique et contribuerait à une reprise de l'emploi en France. On pourrait presque penser que 74% de travailleurs, en émettant l'hypothèse qu'il s'agissait de travailleurs, seraient intéressés par ce genre d'indemnité de déplacement, mais comme il n'y a pas 74% de chômeurs en France, on se demande qui ils ont effectivement interrogé pour réaliser ce sondage, de toute évidence truqué.

Toujours d'après ce sondage, 24% des personnes interrogées penseraient qu'une mesure incitative ne serait pas nécessaire. Les chômeurs doivent se démerder pour se rendre au boulot quelle que soit la distance qu'ils auront à parcourir, un point c'est tout ! On imagine que les 24% en question ne sont pas dans la situation des travailleurs qui ne peuvent pas déboursier des frais de transport pour aller bosser, leurs préoccupations premières c'est de pouvoir bouffer, élever leurs gosses, payer leurs factures, un véritable casse-tête pour des millions de travailleurs qui n'aurait pas lieu d'être s'ils avaient un vrai travail, avec un contrat de travail à durée indéterminée, avec un vrai salaire, 1 500 euros net par mois minimum.

Décidément ces sondés fantasmes ou sont franchement réactionnaires., alors que 74% à estiment qu'il faudrait adapter les offres d'emploi aux souhaits des chômeurs, ils sont 67% à penser qu'il faudrait supprimer les allocations chômage après trois offres refusées, on retrouve là une proposition de l'UMP.

Ils ont dû faire leur sondage à Neuilly ou dans le 16e arrondissement de Paris !

La liquidation de l'Education nationale, des lycées professionnels, des diplômes, la pénétration de l'entreprise et des associations dans l'école, l'université, les stages en entreprises qui sont programmés dès le début de l'année scolaire pour satisfaire les vœux du Medef, rien n'indique dans tout cela que les jeunes étudiants et travailleurs aient à un moment quelconque le choix du métier qu'ils exerceront, en sachant qu'ils alterneront obligatoirement les périodes de travail et de chômage, on se demande où ont-ils pu imaginer que les chômeurs pourraient avoir la possibilité de choisir d'exercer tel ou tel métier dans ces conditions là !

La Ve République regorge de possibilités infinies qui nous échappent décidément ! On pourrait d'ailleurs faire la même remarque à propos des capacités innombrables de l'Etat bourgeois, notamment celle de pouvoir supporter demain la *restauration de la démocratie* cher à Daniel Gluckstein.

Ce sondage traduit bien les préoccupations du gouvernement et du patronat dans leur offensive visant à augmenter la productivité et l'exploitation des travailleurs : remettre à tout prix les chômeurs au boulot, piller la sécurité sociale en exonérant les patrons de cotisations sociales (la partie différée de notre salaire), un cadeau aux patrons rien de moins, les chômeurs seraient livrés aux agences privées du capital qui seraient chargées de les orienter vers les postes de travail où ils seraient le plus exploités. Les instituts de sondages sont bien aux ordres des multinationales, du Medef et du gouvernement.

C'est ainsi qu'on apprend que 47% des personnes interrogées estimeraient qu'il faudrait en priorité réduire les charges des entreprises, 39% qu'il conviendrait de responsabiliser davantage les chômeurs, 33% qu'il faudrait mettre en place une concurrence entre l'ANPE et des entreprises privées chargées de recruter des chômeurs. Ce sondage a dû être commandé par le ministre du Travail ou je

ne m'y connais pas, les conditions dans lesquels il a été réalisé sont plus que douteuses, pour ne pas dire sulfureuses, truquées.

A l'époque où le mensonge est érigé systématiquement en méthode de communication par le gouvernement, il ne faut s'étonner de rien, à une exception près toutefois, gageons que Gluckstein réclamera là encore la *restauration de la démocratie*, il est intarissable sur ce sujet !

A ce propos, l'Union européenne et Bush ont appelé en cœur la semaine dernière à la « *restauration de la démocratie* » en Thaïlande, après le coup d'Etat militaire qui a renversé le Premier ministre corrompu jusqu'à l'os. En voilà un mot d'ordre bien partagé, simple coïncidence, bien entendu !

Vous vous souvenez sans doute que récemment les principaux partis politiques de l'opposition au Népal avaient manifesté en compagnie des rebelles maoïstes pour réclamer entre autres, la restauration de la démocratie. Ils ont obtenu gain de cause, le parlement a été rétabli dans ses fonctions, le roi est toujours là, tout va bien dans le meilleur des mondes, aussi haut soit-il ! Qu'*Informations ouvrières* aient zappé les événements qui ont eu lieu au Népal, on comprend pourquoi, embarrassant et révélateurs à la fois, n'est-ce pas !

Gluckstein devrait attendre encore un peu avant de réclamer la restauration de la démocratie en Thaïlande, en fait, il est bien emmerdé, les Thaïlandais n'ont semblent-ils pas réagi après le coup d'Etat militaire, d'après les agences de presse sur place, même la bourse n'a pas bronché, le lendemain du pusch, elle n'avait enregistré qu'une baisse de 1,4%, une broutille.

On comprend bien qu'à l'heure où tous les acquis sociaux et démocratiques sont systématiquement remis en cause partout dans le monde, certes, le combat pour les défendre va de soi et s'impose à tous les militants ouvriers, mais il va de soi également, qu'on s'oriente de plus en plus vers une confrontation directe et inéluctable entre le capital et le travail, dans ces conditions là, le mot d'ordre de *restauration de la démocratie* s'avère totalement obsolète et dépassé, réactionnaire, car seule la révolution sociale peut désormais résoudre les problèmes auxquels le prolétariat est confronté, en prenant le pouvoir, en renversant le capitalisme, en l'abolissant, mot d'ordre et orientation politique dont le Parti des travailleurs ne veut surtout pas entendre parler, normal il est contraire à la subordination du mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie.

A bas l'Etat bourgeois, A bas la démocratie bourgeoise, Vive la révolution prolétarienne !